Ref. Ares(2018)4042426 - 31/07/2018

Commission européenne

L'AFRIQUE COMME UNE SEULE ENTITÉ

PROGRAMME PANAFRICAIN 2014-2017



Coopération internationale et Développement

© Union européenne, 2018

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

Ce document ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission.
Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

L'AFRIQUE COMME UNE SEULE ENTITÉ

PROGRAMME PANAFRICAIN

2014-2017

L'AFRIQUE COMME UNE SEULE ENTITÉ

PROGRAMME PANAFRICAIN 2014-2017

Le PANAF, un engagement ambitieux d'une valeur de 845 millions d'euros en faveur de projets continentaux et interrégionaux qui profitent mutuellement à l'Afrique et à l'Europe

En 2014, le programme panafricain (PANAF) a été lancé afin de soutenir une stratégie adoptée pour la première fois à Lisbonne lors du sommet Afrique-UE, il y a dix ans. Ladite «stratégie commune UE-Afrique» de 2007 a été lancée aux plus hauts niveaux politiques et représentait un appel en faveur d'un nouveau partenariat stratégique mettant l'Afrique et l'Union européenne sur une base plus équitable.

Le PANAF est l'un des nombreux instruments de l'Union européenne qui soutiennent le partenariat Afrique-UE, mais c'est le seul programme de l'Union conçu pour «traiter l'Afrique comme une seule entité». Au moyen d'initiatives continentales et transrégionales, le PANAF réaffirme le soutien de l'Union européenne au niveau régional et national.

Pour atteindre ses objectifs, le PANAF a reçu une enveloppe de 845 millions d'euros pour la période 2014-2020. Depuis 2014, le programme a déjà engagé 400 millions d'euros afin de mettre en place des projets synergiques et mutuellement bénéfiques pour l'Union européenne et l'Afrique.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La Commission européenne va fournir à l'Afrique 31 milliards d'euros d'aide publique au développement pour la période 2014-2020



> **« Le PANAF est le seul programme de l'Union européenne conçu pour «traiter l'Afrique comme une seule entité». »**

PILLIER 1

Gouvernance, migration et sécurité



45 millions d'EUR

pour soutenir la gestion des migrations



14,5 millions d'EUR

pour des observatoires régionaux visant à suivre les tendances de la criminalité transnationale organisée



20 millions d'EUR

pour renforcer les institutions panafricaines de gouvernance



20 millions d'EUR

pour contribuer à la mise en œuvre et au suivi des instruments juridiques continentaux et à la sensibilisation aux droits des citoyens

La bonne gouvernance, la démocratie et les droits de l'homme sont reconnus comme des fondements importants pour la paix et la stabilité en Afrique. Sans une amélioration de la gouvernance, les ressources ne peuvent être gérées efficacement, les lois ne peuvent être maintenues, la sécurité peut être compromise et les citoyens mal représentés. Cela peut conduire certaines personnes à quitter leur pays à la recherche d'une vie meilleure et amener des organisations criminelles à profiter de leur situation.

GOUVERNANCE & DROITS DE L'HOMME

L'Union africaine a mis en place un cadre global pour les droits de l'homme, la démocratie et la bonne gouvernance. Le PANAF, avec l'aide des organisations de la société civile, soutient les institutions qui font partie de cette «architecture africaine de gouvernance».

PREMIÈRE GRANDE RÉUSSITE



UN VOTE POUR L'ÉQUITÉ

La présence d'observateurs électoraux, qui peut aider à réduire la fraude et à accroître la confiance au niveau national, a contribué à rendre les élections plus libres et équitables. Grâce à l'engagement du PANAF d'une valeur de 6,5 millions d'euros, la Commission de l'Union africaine (CUA) a bénéficié de l'expertise des experts électoraux et, depuis 2000, 129 missions d'observation électorale ont été organisées sur le continent. De plus, la qualité des missions électorales africaines, qui appliquent désormais de meilleures méthodologies et sont déployées plus efficacement, s'est améliorée.

DEUXIÈME GRANDE RÉUSSITE



LES DROITS DE L'HOMME SONT SUR LA BONNE VOIE

Dans le cadre d'un projet de 10 millions d'euros intitulé «Renforcer le système africain des droits de l'homme», l'Union européenne a apporté son soutien à de nombreux organismes panafricains qui œuvrent pour améliorer les droits et le bien-être des populations du continent.

En appliquant la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, les gens se sentent aujourd'hui plus à même de dénoncer les actes de violation et d'abus. Par conséquent, un plus grand nombre de cas est réglé dans un délai raisonnable. Elle a également amené de nouveaux pays à signer l'article 34, paragraphe 6, du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, qui permet aux organisations non gouvernementales et aux particuliers d'accéder directement à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

Toutefois, elle est toujours en cours d'élaboration puisque seuls huit pays africains y ont adhéré à ce jour.

TROISIÈME GRANDE RÉUSSITE



UN TRAVAIL DE SENSIBILISATION

Le programme panafricain invite la société civile et les organisations internationales à sensibiliser l'opinion sur un certain nombre de questions prioritaires telles que les mutilations génitales féminines, les flux financiers illicites, les droits des personnes handicapées et les droits fonciers des femmes, notamment. L'un de ces projets, dirigé par la Commission internationale de juristes, a pour but d'aider les organisations de la société civile à éduquer les citoyens sur les mécanismes de l'Union africaine (UA) disponibles pour la protection des droits de l'homme et sur la manière de les utiliser plus fréquemment et plus efficacement.

MIGRATION & SÉCURITÉ

La mobilité et la migration constituent d'importants enjeux économiques, sécuritaires et sociaux en Afrique et en Europe. Ceux-ci peuvent enrichir et renforcer les sociétés, mais aussi les déstabiliser s'ils ne sont pas gérés correctement. L'objectif de l'Union européenne est de gérer les migrations de manière ordonnée, ce qui nécessite une réponse politique équilibrée, globale et durable. Le PANAF a consacré 45 millions d'euros à des projets qui soutiennent le dialogue sur les migrations entre l'Afrique et l'Union européenne.
La contrebande et les réseaux de trafiquants étant également en hausse, 14,5 millions d'euros sont consacrés à la mise en place d'observatoires régionaux visant à suivre les tendances de la criminalité transnationale organisée.

TROISIÈME GRANDE RÉUSSITE



LE POUVOIR DE LA DIASPORA

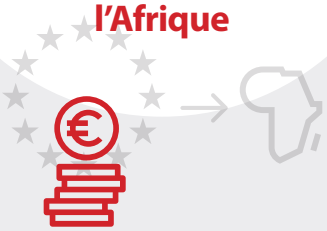
ADEPT, une plateforme pour la diaspora africaine établie en Europe, aide à faire progresser le dialogue positif autour de la migration et à renforcer leur voix au moyen d'une mise en réseau, d'un renforcement des capacités, de la collecte de fonds et du plaidoyer. L'Union européenne a également intensifié son soutien à l'Institut africain pour les transferts de fonds afin de promouvoir des transferts vers l'Afrique moins chers, plus sûrs, rapides et conformes à la législation.

LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2015, plus de 250,000 Africain deviennent citoyens européens



En 2015, des envois de fonds d'une valeur de 21 milliards d'euros ont été enregistrés de l'Union européenne vers l'Afrique

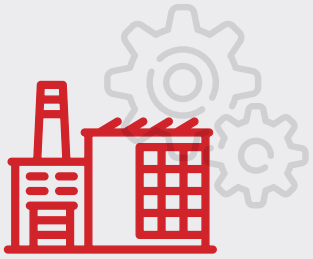


PILLIER 2

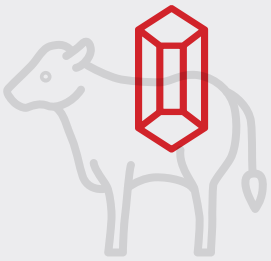
Investissement & Croissance



88 millions d'EUR
Projets d'infrastructure



40 millions d'EUR
intégration économique



40 millions d'EUR
agriculture et matières premières

Certaines des économies les plus dynamiques du monde se trouvent en Afrique, mais dans de nombreux pays, la croissance économique reste faible et n'est pas suffisamment inclusive pour créer des emplois pour une population croissante de jeunes travailleurs. Bien que les taux de chômage officiels soient relativement faibles, le nombre de chômeurs africains augmente et le sous-emploi, la pauvreté des travailleurs et la mauvaise qualité de l'emploi restent des problèmes importants dans de nombreux pays. Afin de croître et de créer des emplois, l'Afrique a besoin d'infrastructures, elle doit investir dans la richesse de ses ressources naturelles et a besoin de l'intégration régionale pour récolter les fruits de cet investissement.

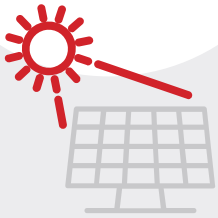
INFRASTRUCTURE

Sur un continent où 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité, on ne saurait sous-estimer l'importance d'investir dans les infrastructures. Mais il ne s'agit pas seulement d'énergie – il faut également investir dans d'autres secteurs comme les transports, les eaux usées, l'eau et la communication – à hauteur de 93 milliards de dollars par an au cours des dix prochaines années, selon la Banque mondiale!

L'entrée dans le PIDA, Programme de développement des infrastructures en Afrique, qui s'est engagé à développer les infrastructures de classe mondiale, requérait l'amélioration de la politique et des réseaux de transport, ainsi que la garantie d'être interconnecté à l'échelle du continent et d'avoir accès à l'eau, à l'énergie et aux technologies IC. L'Union européenne a également un rôle à jouer sur ce plan et, grâce au PANAF, un dialogue est en cours afin de soutenir ces efforts.

LE SAVIEZ-VOUS ?

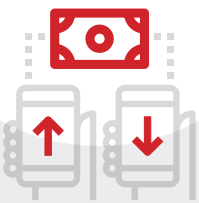
L'énergie solaire est l'option technologique la plus compétitive pour 40% de la population africaine



La densité moyenne des routes en Afrique représente 1/4 de la moyenne mondiale



14% des Africains reçoivent de l'argent par le biais de transferts mobiles



Toucher le ciel

En Afrique, les possibilités de voyager en avion sont totalement inexploitées. Bien qu'elle soit le deuxième plus grand continent, l'Afrique ne représente que 3 % du trafic aérien mondial. La bonne nouvelle, c'est qu'une croissance rapide de près de 5 % par an est attendue au cours des deux prochaines décennies, ce qui contribuera au développement socio-économique, au commerce international, au tourisme et à l'intégration régionale. La mauvaise nouvelle, c'est que 19 % des accidents aériens au monde se produisent en Afrique.

Le PANAF contribue à étendre à l'Afrique la couverture du premier système européen de navigation par satellite paneuropéen: le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS). Dans le même temps, des réglementations harmonisées, des processus de supervision communs et des formations contribuent également à renforcer les capacités des organisations régionales africaines de supervision de la sécurité.

PREMIÈRE GRANDE RÉUSSITE



L'INTÉGRATION DU CONTINENT

Ladite facilité d'investissement pour l'Afrique permet au PANAF de contribuer à hauteur de 70 millions d'euros à des projets d'infrastructure de dimension panafricaine. Son objectif est de soutenir des projets transrégionaux, continentaux et mondiaux qui présentent un intérêt mutuel pour l'UA et l'UE. Le PANAF est à la recherche de résultats concrets, notamment pour:

- augmenter le nombre de personnes vivant à deux kilomètres d'une route praticable en toutes saisons de 25 % à 60 %;
- poser 1 500 kilomètres de câble à fibre optique reliant l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord;
- amener jusqu'à 1 200 kilomètres carrés de terres agricoles ou d'habitats naturels sous gestion durable.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

L'intégration continentale en Afrique tire des leçons du marché unique de l'Union européenne. À cette fin, le PANAF contribue à faciliter les processus de prise de décision et de suivi des politiques, à améliorer la disponibilité et la qualité de l'information statistique et à mettre en œuvre les normes internationales dans le commerce africain. La supervision des négociations sur un accord de libre-échange commun en est un exemple.

AGRICULTURE ET MATIÈRES PREMIÈRES

Afin de lier croissance, durabilité et inclusion, l'Union européenne soutient l'Afrique dans la gestion de ses ressources naturelles. Non seulement elle contribue à soutenir l'élaboration des politiques relatives au Programme global de développement de l'agriculture africaine (CAADP) et au développement du secteur de l'élevage, mais elle partage également ses connaissances et son expertise pour l'utilisation durable des ressources minérales et d'autres matières premièr.

DEUXIÈME GRANDE RÉUSSITE



LA VALEUR AJOUTÉE DU BÉTAIL

Près d'un tiers de la population africaine dépend directement du bétail pour sa subsistance. En effet, ce secteur important contribue de 20 % à 80 % à la valeur ajoutée agricole dans la plupart des pays africains. À cet effet, le PANAF a consacré 19 millions d'euros à la mise en œuvre du plan stratégique du Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine (BIRA-UA) qui vise à encourager le développement du secteur de l'élevage à l'échelle du continent. Ce faisant, il contribue à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à stimuler la croissance économique et à créer de la richesse là où elle est le plus nécessaire.

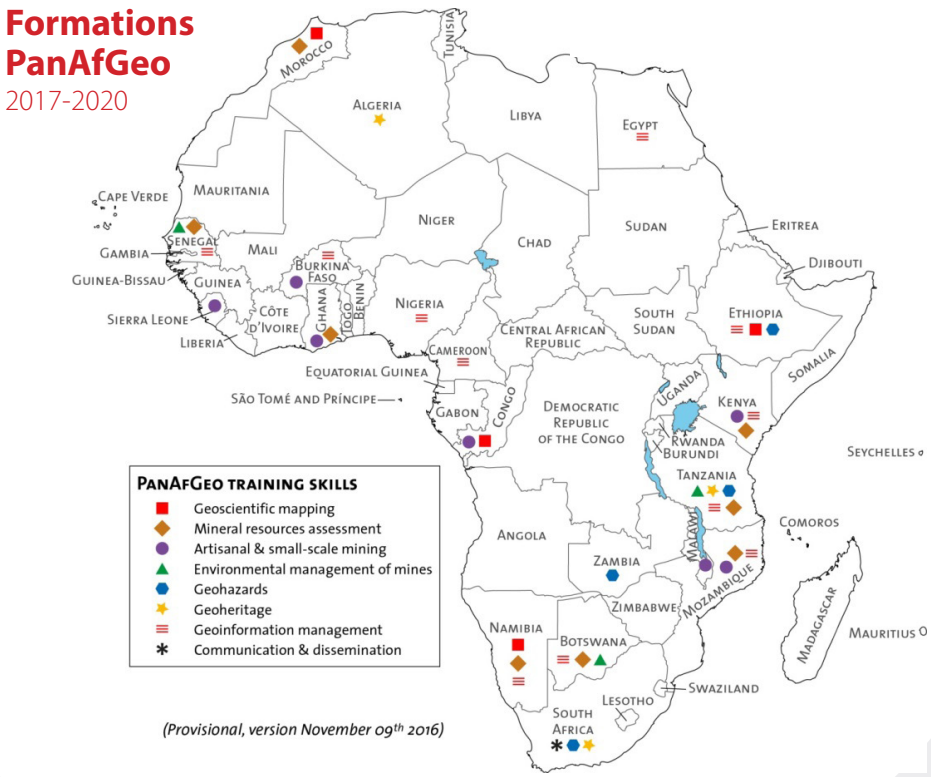
TROISIÈME GRANDE RÉUSSITE



LA GESTION DES MINÉRAUX

L'Afrique produit une soixantaine de minéraux et de métaux différents, mais l'on constate de plus en plus fréquemment que les ressources naturelles doivent être mieux comprises pour en récolter les bénéfices chez soi et de manière plus durable.

PanAfGeo, est un projet de renforcement des capacités en ressources humaines et de formation du secteur qui contribue à la réalisation de cet objectif. Le partenariat de travail entre les commissions géologiques d'Europe et d'Afrique en est un exemple. Par conséquent, 50 sessions de formation sont prévues pour 1 200 géologues provenant de toute l'Afrique.

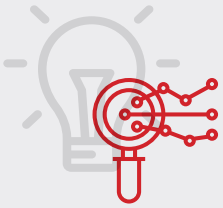


PILLIER 3

Connaissances et compétences



50 millions d'EUR
pour l'éducation



50 millions d'EUR
pour la recherche et l'innovation

> "Les résultats d'apprentissage dans une université devraient être comparables à ceux d'une autre université."

L'Agenda 2063 de l'Union africaine vise à faire progresser les connaissances et les compétences grâce à une série d'initiatives en matière d'éducation, de recherche et d'innovation. L'Europe a beaucoup à offrir de par son expérience en matière d'investissement dans une économie de la connaissance, tant en termes de politiques que de transferts de technologie.

ÉDUCATION

Afin de faciliter la circulation des personnes et de leur permettre de saisir les possibilités d'emploi où qu'elles se trouvent, les résultats d'apprentissage dans une université devraient être comparables à ceux d'une autre. Autrement dit, les employeurs devraient pouvoir faire confiance aux qualifications d'une personne, peu importe où elle a étudié. C'est la raison pour laquelle l'UA cherche à harmoniser l'enseignement supérieur et tire les leçons de l'expérience européenne, à savoir:

- **Le processus de Bologne,** qui a impliqué une série de réunions ministérielles et d'accords entre les pays européens pour assurer la comparabilité des normes et de la qualité des qualifications de l'enseignement supérieur
- **Le programme Erasmus,** qui soutient les programmes d'échanges de l'Union européenne depuis 1987

En soutenant les réformes et la mobilité, des initiatives africaines similaires favoriseront la diversification de l'offre d'enseignement supérieur sur le continent et accroîtront sa compétitivité sur la scène internationale.

4 ÉTAPES POUR AMÉLIORER LE JEU DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE

i. Harmonisation & Mise au point

Le PANAF aide les professeurs d'université africains à mettre en place de nouveaux cursus, ainsi que des méthodes d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation, dans huit disciplines, dont la médecine, la formation des enseignants, le génie civil, l'économie et les sciences agricoles.

ii. Qualité & Accréditation

Les organismes africains chargés de l'assurance qualité et de l'accréditation collaborent avec leurs homologues européens pour assurer l'harmonisation au niveau institutionnel, national, régional et continental.

iii. Programme de mobilité Intra-Afrique

Jusqu'à présent, le PANAF a consacré une enveloppe de 20 millions d'euros à ce programme, grâce auquel un soutien financier est accordé aux partenariats d'établissements d'enseignement supérieur africains pour organiser la mobilité des étudiants et du personnel dans tout le continent.

Entre 2016 et 2017:

- 14 projets ont été sélectionnés, impliquant 42 établissements d'enseignement supérieur dans 22 pays
- 830 doctorants et étudiants de master, ainsi que 180 membres du personnel universitaire améliorent leurs aptitudes et compétences.

iv. Programme AfricaConnect II

Grâce à un autre programme de 20 millions d'euros, l'Union européenne soutient la mise en place d'une e-infrastructure africaine dédiée à l'éducation et à la recherche. Ayant accès à une connexion abordable à large bande et à haut débit, les étudiants, le personnel universitaire et les chercheurs ont maintenant la possibilité d'échanger et de collaborer avec leurs pairs du monde entier.

Depuis fin 2016:

- 670 établissements d'enseignement supérieur et centres de recherche sont connectés en Afrique orientale et australe. Le programme est actuellement étendu à l'Afrique occidentale et centrale, où il devrait atteindre les deux millions d'utilisateurs dans les années à venir.

Comment Copernicus fournit des applications pour l'Afrique

La gestion de l'environnement ainsi que la compréhension et l'atténuation des effets du changement climatique sont cruciales pour le développement de l'Afrique.

Dans le cadre de l'initiative GMES (programme de l'Union pour l'observation et la surveillance de la Terre) et l'Afrique, l'idée est d'exploiter les infrastructures et installations satellites existantes en Europe, telles que le programme Copernicus, pour l'observation de la Terre en Afrique. À cette fin, quelque 70 institutions à travers le continent ont formé 13 consortiums pour concevoir et développer 23 nouvelles applications. Leur objectif: contribuer à la surveillance et à l'évaluation des crues fluviales, des zones humides, de la dégradation des terres, des déversements d'hydrocarbures, etc.

Grâce au soutien de l'Union européenne, ces consortiums utilisent plus de 200 stations de réception installées sur tout le continent. Pour que l'utilisation de ces applications se généralise, les universités ou centres de formation spécialisés dans chaque région sont équipés pour former 200 décideurs politiques de 25 pays, une centaine d'entreprises et 50 organisations de la société civile et non gouvernementales.

RECHERCHE & INNOVATION

Lorsqu'il s'agit du rôle vital que jouent la recherche et l'innovation dans le développement de la croissance et de l'emploi, ainsi que dans la lutte contre les défis sociétaux, l'Afrique n'est pas à la hauteur. Dans le même temps, les dépenses en recherche et en développement ne représentent que 0,45 % du pourcentage du PIB, ce qui est nettement inférieur à la moyenne mondiale de 1,7 % et à l'objectif de 1 % fixé par l'UA.

Les temps changent cependant et une coopération accrue dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation (STI) est devenue un objectif commun aux deux continents.

Entre 2014 et 2017, le PANAF a également contribué au renforcement des capacités de recherche et d'innovation en Afrique à travers différents programmes. Celles-ci s'appuient sur un dialogue à haut niveau entre l'UE et l'Afrique sur les STI, qui vise à mobiliser et à mettre en commun les ressources existantes au niveau national et mondial.



LE SAVIEZ-VOUS ?

En Afrique, il y a moins de 100 chercheurs par million d'habitants contre une moyenne mondiale de 1 100

PREMIÈRE GRANDE RÉUSSITE



COMPTER SUR LA COLLABORATION

Les «bourses africaines de recherche» sont un projet de recherche coopératif cofinancé par l'Union européenne. Lancé en 2016, le dernier appel à propositions permettra à 36 institutions de recherche, à travers le continent, de développer des solutions pour l'Afrique dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable.

De plus amples informations sur les projets PANAF sont disponibles sur le site web du Partenariat Afrique-UE

http://www.africa-eu-partnership.org/fr/propos/financement-du-partenariat/panaf

MN-02-18-312-FR-N



Office des publications

ISBN 978-92-79-80486-1

Signé par voie électronique le 30/07/2018 à 17:48 (UTC+02) conformément à l'article 4.2 (Validité des documents électroniques) de la décision 2004/563 de la Commission

doi: 10.2841/79487